

Travailleurs du secteur public, nous sommes aussi des Gilets Jaunes

Contre le sabotage de nos luttes par les syndicats et les partis, organisons l'offensive autonome générale !

Entamé il y a plus de quatre mois, le mouvement des gilets jaunes dément, par sa longévité, nombre de pronostics experts. S'il ne parvient toujours pas à s'extraire clairement de l'impasse nationaliste (*in extenso* du mythe d'un « peuple français » ayant des intérêts communs transcendant les classes sociales) et qu'il continue à s'auto-illusionner quant à son caractère « apolitique » (toutes les « personnes de bonne volonté » seraient les bienvenues chez les GJ... y compris lepenistes, identitaires, royalistes et autres représentants nazebroques de la fierté consanguine), il a néanmoins obtenu du gouvernement Macron-Philippe des concessions sur plusieurs points : annulation de la hausse de la CSG pour une partie des retraités, gel des taxes sur les carburants et des tarifs de l'électricité et du gaz, plafonnement des frais bancaires liés au découvert, etc¹.

Oscillant entre la volonté rageuse d'assumer au grand jour leur guerre de classe² et la peur panique devant ces fractions du prolétariat³ qui se mobilisent en dehors des habituelles structures pacificatrices (syndicats et partis politiques de gauche et d'extrême-gauche ayant à leur passif des décennies de prises de position prosyndicales ou parasyndicales), les fil-le-s à papa qui nous gouvernent estiment qu'il est désormais de leur devoir de ne plus rien céder. **Un saut qualitatif apparaît donc vital pour étendre et radicaliser le mouvement des GJ : ce saut qualitatif, c'est le déclenchement d'une grève générale illimitée venant frapper la bourgeoisie au cœur du rapport social capitaliste.**

Travailleurs du secteur public, nous sommes aussi des prolétaires touchés, en tant que tels, par les affres de la prédation capitaliste :

- x précarité, qui concerne d'ores et déjà plus d'un agent public sur cinq ;
- x mobilité professionnelle imposée, avec l'accélération des regroupements/fermetures de services ou d'implantations ;
- x pression quotidienne et pathogène des chefs de file, découlant notamment de la soumission à des indicateurs statistiques dénués de sens et de l'importation dans la sphère publique des techniques managériales ineptes sévissant déjà dans les entreprises privées ;
- x suppression annoncée d'ici 2022 de 70 000 postes dans la fonction publique territoriale et 50 000 postes dans la fonction publique d'État⁴ ;
- x contre-réforme des retraites qui aboutira, via un changement du mode de calcul, à baisser drastiquement le montant moyen des pensions qui nous sont versées et à retarder *de facto* l'âge effectif de départ en retraite⁵ ;
- x à l'instar des précédents à la Poste, à France Telecom / Orange et, à compter de 2020, à la SNCF⁶, extinction progressive du statut (en ce qu'il peut avoir de protecteur) par le biais d'une priorité donnée au recrutement de contractuels⁷ ;
- x externalisation ou abandon de missions utiles au profit d'un resserrement de l'État et des collectivités territoriales sur leurs fonctions répressives (recrutement de militaires, de flics et de matons, armement croissant des polices municipales, etc.).

Pourtant, **les syndicats qui parlent en notre nom (alors même qu'un agent public sur deux n'est pas allé voter aux dernières élections professionnelles⁸ !) s'acharnent à nous maintenir sous cloche, à l'écart du mouvement des Gilets Jaunes**, alors même que tout travailleur du secteur public – fut-il sous statut – peut constater au quotidien, y compris dans son entourage immédiat, que :

- x la pauvreté progresse ;
- x la principale alternative consiste, pour beaucoup, à arbitrer entre pointer à Pôle Emploi ou bien accepter des tafs de merde ;
- x la seule liberté réellement octroyée aux prolos est celle de consommer sans fin des produits inutiles sous l'œil attentif du Flic et de la caméra de « vidéosurveillance ».

C'est que, à l'instar de leurs maîtres bourgeois, ces syndicats dûment gavés de subsides étatiques et patronaux ont peur : ils savent que le mouvement des GJ porte un coup majeur à leur crédit – déjà bien entamé par un siècle de collaboration de classe⁹ – auprès des salariés du public comme du privé – dont ils prétendent défendre les intérêts. En effet, **tout ce qu'ont pu obtenir les GJ l'a été par des méthodes que les syndicats réprouvent¹⁰ voire combattent activement** (usant de la censure, de la calomnie et, si nécessaire, du service

d'ordre) : attaques contre des symboles du capitalisme et des locaux politiques, affrontements avec les forces répressives, autoréductions dans les commerces, journaflics chassés des cortèges, le tout combiné avec des actions de blocage des flux économiques et un rejet obstiné des *représentants*¹¹.

Alors même que la côte de popularité de ce *gouvernement du scandale permanent* tutoie des profondeurs abyssales et irréversibles, **les syndicats s'obstinent – en bons partenaires sociaux – à aller négocier le calendrier et le dosage des régressions sociales figurant à l'agenda patronal**¹². Que négocier d'autre, du reste, avec un régime policier¹³ qui a fait de l'état d'urgence la norme¹⁴, a donné une seconde jeunesse via le tandem Alexandre Benalla - Vincent Crase à la pratique hexagonale de la barbouzerie présidentielle¹⁵, arrêté préventivement ses opposants par centaines¹⁶, s'attaque ouvertement à la liberté de manifester à coup de blindés déployés dans les villes¹⁷ et de lois anti-casseurs¹⁸, et donne carte blanche à ses condés pour mutiler les GJ¹⁹ ? Et de quoi peuvent bien disserter les *bourreaucrates* syndicaux avec un président – admiré par Jean-Marie Le Pen²⁰, Nicolas Sarkozy²¹, le vicomte Philippe de Villiers²²... – qui, quand il ne se lance pas dans des sorties à la gloire de Pétain²³ et autres rots aussi réactionnaires qu'hallucinés, insulte les exploités à longueur de discours ?

Dans le secteur public, les *syndicalauds*, réglés comme du papier à musique, jouent la même partition dégueulasse à chaque mouvement social : d'abord, absence totale de préavis de grève rendant illégale toute cessation de travail des agents publics ; ensuite, quand la pression des travailleurs devient trop forte (demandes amicales, demandes pressantes, voire accusations – fondées – de collusion avec le Pouvoir, insultes amplement méritées, etc.) sur les orgas syndicales réputées les moins conciliantes (Solidaires, CGT, FSU), dépôt de préavis de grève corporatistes (par versant de la fonction publique, par ministère, par direction d'un ministère...) ou strictement locaux (ne concernant que les agents d'une administration et d'une région données) ; enfin et en dernier recours, dépôt d'un préavis de grève national de plusieurs semaines couvrant l'ensemble de la fonction publique. Ce type de préavis, pas transmis aux agents²⁴ et encore moins diffusé et discuté à l'occasion d'Assemblées Générales (que les OS se gardent bien d'organiser), a pour principal objectif de « calmer » les franges les plus enrégées des agents publics en leur permettant – Ô joie ! – de perdre du fric seul dans leur coin.

En dépit de ces contre-feux éprouvés – mais désormais menacés d'obsolescence – et confrontée à une subversion qui couve partout, la classe dominante a du lâcher quelques miettes à certains travailleurs du secteur public : prime exceptionnelle pour une partie des agents de la DGFIP²⁵ et pour certains aides-soignants travaillant en EHPAD²⁶... sans oublier, après une journée de grève fantoche²⁷ soutenue par des syndicats tous plus droitiers les uns que les autres (Alliance/CFE-CGC ; Unité SGP Police - Force Ouvrière ; UNSA Police), la hausse des salaires des keufs – remerciés pour se(r)vices rendus en tant que dernier rempart (avant l'armée²⁸) d'un régime chancelant.

À rebours des stratégies syndicales d'attentisme puis de sabotage de notre combativité – alors que le mouvement des Gilets Jaunes ouvre pourtant une fenêtre de tir en replaçant la question sociale au centre des débats ! –, nous affirmons que **le seul rapport de force qui puisse pencher en notre faveur, c'est la grève totale, illimitée et autonome**. La grève doit se décider en Assemblée Générale réunissant tous les services, de tous les secteurs, qu'il faudra donc organiser. Ces AG devront déboucher sur la mise en place de comités de coordination des luttes, que ce soit au plan territorial comme au niveau national. Nous n'avons rien à revendiquer, tout à imposer, jusqu'à la révolution qui engloutira le capitalisme, son État et son service public et qui posera les bases d'une société communiste répondant réellement aux besoins humains.

Gilets jaunes du secteur public, nous pouvons bloquer l'État, son économie (centres des finances publiques, recettes des douanes...), ses télécommunications, stopper les trains, les bus, les métros, les tramways, la circulation des courriers, des marchandises²⁹. Ciblons les quartiers bourgeois : coupons-leur le gaz, l'eau, l'électricité, ne ramassons plus leurs déchets. Occupons les bâtiments étatiques (préfectures, municipalités, hôtels départementaux et régionaux) et montrons à tous ces élus – pour qui presque plus personne ne vote – que nous savons très bien nous passer d'eux comme ils savent très bien nous traiter en troupeau servile. Transformons tous ces centres du pouvoir de l'État en lieux où nous (travailleurs occupés, chômeurs, retraités, étudiants, apprentis...) déciderons collectivement, directement, de l'organisation de l'espace, de la production et du temps.

**Opposons aux journées d'inaction syndicale la lutte autonome généralisée !
Ni parlement, ni syndicats, ni RIC : tout le pouvoir aux conseils des travailleurs !
À bas la société de classe et l'État !**

- 1 <https://www.franceinter.fr/societe/voici-la-liste-exhaustive-des-mesures-obtenues-par-les-gilets-jaunes-depuis-le-debut-du-mouvement>
- 2 Cf. <https://larotative.info/le-probleme-c-est-qu-on-est-dans-3214.html> ; https://www.lexpress.fr/actualite/societe/gilets-jaunes-acte-19-le-gouverneur-militaire-n-exclut-pas-l-ouverture-du-feu_2068780.html ; https://www.liberation.fr/france/2019/03/19/christophe-castaner-premier-hic-de-france_1716244 ; <https://www.sudouest.fr/2019/03/19/prochaines-mobilisations-des-gilets-jaunes-s-il-le-faut-nous-interpellerons-massivement-5911522-10530.php> et <http://www.leparisien.fr/politique/chapitre-par-le-president-castaner-sait-qu-il-n-a-plus-droit-a-l-erreur-18-03-2019-8034780.php>
- 3 <https://www.marianne.net/societe/battes-de-baseball-safe-room-quand-grands-patrons-et-elus-se-preparent-l-affrontement-avec>
- 4 <https://www.marianne.net/politique/reforme-de-l-etat-le-gouvernement-veut-supprimer-120000-postes-de-fonctionnaires-avec-des>
- 5 https://www.lexpress.fr/actualite/societe/reforme-des-retraites-un-big-bang-chez-les-fonctionnaires_2039422.html
- 6 https://www.lemonde.fr/entreprises/article/2018/04/18/la-sncf-n-embauchera-plus-au-statut-de-cheminot-a-partir-de-2020_5287238_1656994.html
- 7 https://www.huffingtonpost.fr/2019/03/26/reforme-de-la-fonction-publique-ce-que-prevoit-la-loi-sur-les-fonctionnaires_a_23700959/
- 8 <https://www.fonction-publique.gouv.fr/elections-professionnelles-dans-la-fonction-publique-2018-taux-de-participation-de-497-selon>
- 9 https://www.lepoint.fr/politique/politiques-medias-syndicats-la-defiance-des-francais-au-plus-haut-11-01-2019-2285045_20.php
- 10 Cf. <http://lavdn.lavoixdunord.fr/501734/article/2018-12-06/les-principaux-syndicats-denoncent-toutes-formes-de-violences> ; cf. aussi cette déclaration d'Yves VEYRIER, secrétaire général de Farce Ouvrière : « *La violence est un aveu de faiblesse. Nous, nous appelons à manifester dans le calme.* » (<http://www.rfi.fr/france/20190319-france-social-cgt-fo-veulent-peser-le-debat-national-emploi-salaires-veyrier-martine>)
- 11 https://www.lexpress.fr/actualite/societe/critiquee-une-gilet-jaune-renonce-a-intervenir-sur-bfmtv_2056023.html
- 12 Cf. <https://www.bfmtv.com/economie/reforme-des-retraites-premier-round-de-negociation-avec-les-partenaires-sociaux-1541106.html> et <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/assurance-chomage-les-syndicats-iront-a-la-negociation-demain-20190219>
- 13 Cf. <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2019-01-09/macron-s-gilets-jaunes-response-makes-putin-look-soft> ; https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/gilets-jaunes-des-experts-de-l-onu-denoncent-des-restrictions-graves-aux-droits-des-manifestants_3191899.html ; https://www.lexpress.fr/actualite/societe/gilets-jaunes-le-parlement-europeen-condamne-l-usage-du-lbd_2062298.html et https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/02/26/gilets-jaunes-le-conseil-de-l-europe-reclame-la-suspension-du-lbd_5428371_3224.html
- 14 Cf. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/09/26/etat-d-urgence-dans-le-droit-commun-les-enjeux-de-la-loi_5191447_4355770.html et https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/13/les-risques-de-l-etat-d-urgence-permanent_5184887_3232.html
- 15 Cf. <http://www.leparisien.fr/faits-divers/alexandre-benalla-mis-en-examen-une-seconde-fois-18-01-2019-7992027.php> ; https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2019/02/19/alexandre-benalla-et-vincent-craxe-places-en-detention-provisoire_5425488_1653578.html et https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/29/comment-l-elysee-a-fait-diffuser-un-montage-video-trompeur-pour-tenter-d-excuser-alexandre-benalla_5443397_3224.html
- 16 Cf. <http://www.leparisien.fr/faits-divers/gilets-jaunes-des-arrestations-preventives-en-nombre-vendredi-07-12-2018-7963455.php> ; https://www.liberation.fr/france/2018/12/09/interpeller-pour-prevenir-au-risque-d-une-derive_1697016 et <http://www.leparisien.fr/economie/acte-20-des-gilets-jaunes-debut-des-rassemblements-a-paris-30-03-2019-8042955.php>
- 17 https://www.huffingtonpost.fr/2018/12/08/face-aux-gilets-jaunes-les-blindes-vbrg-deployes-dans-paris_a_23612518/
- 18 <https://www.latribune.fr/economie/france/gilets-jaunes-la-loi-anti-casseurs-de-castaner-deja-decriee-comme-liberticide-804850.html>
- 19 https://www.lexpress.fr/actualite/societe/violences-policieres-483-cas-recenses_2064810.html
- 20 <https://www.bfmtv.com/politique/jean-marie-le-pen-juge-emmanuel-macron-solide-et-assez-doue-1623910.html>
- 21 <http://www.leparisien.fr/politique/entre-sarkozy-et-macron-un-air-de-love-story-22-10-2017-7347603.php>
- 22 <https://www.tf1.fr/tmc/quotidien-avec-yann-barthes/videos/l-etrange-bromance-d-emmanuel-macron-philippe-de-villiers.html>
- 23 https://www.liberation.fr/france/2018/11/07/macron-cree-la-polemique-en-evoquant-le-grand-soldat-petain_1690518
- 24 Une mention toute particulière au syndicat Solidaires qui a poussé le vice jusqu'à déposer un préavis couvrant – certes – l'ensemble de la fonction publique pour le mois de mars 2019... mais qui ne l'a mis en ligne sur son site internet qu'à la fin de ce même mois !
- 25 https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/01/08/gerald-darmanin-annonce-une-prime-exceptionnelle-pour-les-fonctionnaires-du-fisc_5406373_823448.html
- 26 <https://www.20minutes.fr/societe/2412075-20190109-agnes-buzyn-annonce-prime-aides-soignants-ehpad-publics-2019>
- 27 <https://www.nouvelobs.com/politique/20181220.OBS7419/castaner-accorde-une-augmentation-aux-policiers-apres>

[leur-journee-de-protestation.html](#)

28 CQFD : <https://www.france24.com/fr/20190321-gilets-jaunes-mobilisation-armee-choix-risque-macron>

29 Visiblement, ça marche : *cf.* <https://www.bfmtv.com/economie/brexit-une-greve-des-douaniers-provoque-des-kilometres-de-bouchons-1645530.html> et <https://www.ledauphine.com/france-monde/2019/03/12/remuneration-des-douaniers-le-gouvernement-debloque-14-millions>